

16 juillet 2020



La liberté religieuse

Législation, pratique, groupes illégaux

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. Législation.....	3
1.1. Droits constitutionnels	3
1.2. La Loi sur la liberté religieuse de 1992	3
2. Situation légale des communautés religieuses	4
2.1. Démographie religieuse.....	4
2.2. Culture laïque et coexistence pacifique des religions	5
2.3. Formation, éducation et famille	5
2.4. Une pratique encadrée	6
3. Groupes islamiques illégaux.....	8
3.1. Condamnation des groupes armés extrémistes	8
3.2. Le Parti islamique d'Azerbaïdjan	9
3.3. Le Mouvement de l'unité musulmane	9
3.4. Le groupe de Ganja	11
3.5. Groupes salafistes	11
3.6. Partisans de Nursi et de Fethullah Gülen	12
4. Situation des Témoins de Jéhovah	14
4.1. Un mouvement entièrement légalisé depuis 2017	14
4.2. L'objection de conscience : un problème non résolu	14
Bibliographie	16

Résumé : L'Azerbaïdjan, pays majoritairement musulman chiite, s'est doté d'une législation laïque. La Constitution et la loi garantissent la liberté de religion et la non-discrimination. Les relations entre communautés religieuses, tant musulmanes que non-musulmanes, sont généralement pacifiques. Cependant, la pratique religieuse est encadrée par les autorités. Plusieurs groupes islamiques, soupçonnés d'extrémisme ou de terrorisme, font l'objet de poursuites ; certains de leurs membres purgent de longues peines d'emprisonnement. Les Témoins de Jéhovah ont obtenu la légalisation complète de leur culte en 2017 mais leur droit à l'objection de conscience n'est pas reconnu.

Abstract : Azerbaijan, a predominantly Muslim Shia country, has enacted secular legislation. The Constitution and the law guarantee freedom of religion and non-discrimination. Relations between religious communities, both Muslim and non-Muslim, are generally peaceful. However, religious practice is supervised by the authorities. Several Islamic groups suspected of extremism or terrorism are being prosecuted; some of their members are serving long prison terms. Jehovah's Witnesses obtained full legalization of their worship in 2017, but their right to conscientious objection is not recognized.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

1. Législation

1.1. Droits constitutionnels

Aux termes de la Constitution de 1995, amendée jusqu'en 2016 :

« En République d'Azerbaïdjan, la religion est séparée de l'Etat. Toutes les religions sont égales devant la loi.

« La diffusion et la propagande de religions (mouvements religieux) qui humilient la dignité humaine et contredisent les principes de l'humanité sont interdites.

« Le système d'éducation d'Etat a un caractère laïque. »¹

La Constitution interdit la discrimination sur base religieuse :

« Chacun dispose de droits et libertés égaux sans considération de race, ethnie, religion, sexe, origine, propriété, position sociale, convictions, parti politique, organisation syndicale ou affiliation sociale. La limitation ou la reconnaissance de droits et libertés pour motif de race, ethnie, statut social, langue, origine, convictions et religions sont interdites. »²

« Les technologies de l'information ne peuvent être employées dans le but de publier des informations sur la vie privée, y compris les convictions, la religion et l'identité ethnique, sauf si la personne concernée a explicitement donné son accord, ou s'il s'agit de collecter des données statistiques anonymisées sans caractère discriminatoire [ou] autres cas prévus par la loi. »³

L'article 48 garantit la liberté de conscience et de religion, le droit de professer et propager une religion, et d'en exercer les rites tant qu'ils ne contreviennent pas à l'ordre public ou à la morale publique. Il est interdit d'entraver la liberté de religion ou de contraindre une personne à professer une religion ou à en pratiquer les rites⁴.

Le desservant d'un culte ne peut être candidat au Parlement d'Azerbaïdjan ; si un député au Parlement se trouve exercer une telle fonction, il est de ce fait démis de son mandat⁵.

1.2. La Loi sur la liberté religieuse de 1992

La Loi sur la liberté de croyance religieuse, votée en 1992, connaît 56 amendements entre 2011 et 2019⁶. Aux termes de cette loi, chacun est libre de professer et pratiquer la religion de son choix ; il est interdit de faire obstacle à la pratique d'une religion ou de contraindre à la pratiquer. La propagande pour une religion ou une conduite religieuse par la force est interdite, de même que l'incitation à l'animosité ou hostilité raciale, ethnique, religieuse ou sociale (Art. 1)⁷, de même que « la promotion ou diffusion de religions (sectes) visant à humilier la dignité humaine ou contredire les principes d'humanité » (Art. 1). La liberté religieuse ne peut être limitée que dans les cas spécifiés par la loi et dans l'intérêt de la sécurité, de l'ordre public, de la santé ou de la protection morale⁸. Il est interdit à une personne étrangère ou apatride d'exercer une propagande religieuse (Art. 1)⁹. En particulier, seule une personne ayant la citoyenneté azerbaïdjanaise et ayant été élevée en Azerbaïdjan est autorisée à diriger un rite ou cérémonie de la religion musulmane (Art. 21). Le commandement d'une unité militaire ne peut, sauf cas exceptionnel, interdire aux soldats de prier ou pratiquer leur religion pendant leur temps libre (Art. 21).

¹ AZERBAÏDJAN, "Constitution of the Republic of Azerbaijan (1995, amended 2016) (English version)", 2016, Art. 18, [url](#)

² AZERBAÏDJAN, 2016, Art. 25.3, [url](#)

³ AZERBAÏDJAN, 2016, Art. 32.7, [url](#)

⁴ AZERBAÏDJAN, 2016, Art. 48, [url](#)

⁵ AZERBAÏDJAN, 2016, Art. 85.2, [url](#)

⁶ International Partnership for Human Rights (IPHR), 12/12/2019, [url](#)

⁷ AZERBAÏDJAN, "Law on Freedom of Religious Belief (1992, as amended 2015)", version du 10/02/2017, [url](#)

⁸ AZERBAÏDJAN, version du 10/02/2017, [url](#)

⁹ AZERBAÏDJAN, version du 10/02/2017, [url](#)

La présence de desservants religieux et l'exercice du culte sont permis, avec l'accord de l'autorité compétente et dans les dates et conditions convenues avec celles-ci, dans les installations militaires, hôpitaux, foyers de personnes âgées ou handicapées, lieux de détention (Art. 21). L'appartenance religieuse d'une personne ne peut être inscrite dans un document officiel qu'avec le consentement de cette personne (Art. 4). Nul ne peut se prévaloir de ses convictions religieuses pour refuser ou se dérober aux devoirs de sa fonction ; il est possible d'accomplir un devoir de substitution au lieu de celui initialement stipulé mais uniquement dans les cas spécifiés par la loi (Art. 4).

L'envoi de citoyens azerbaïdjanais à l'étranger pour une formation de desservant religieux ou un échange avec des desservants étrangers doit être décidé par des centres ou services agréés de formation religieuse avec l'approbation des autorités étatiques compétentes (Art. 24).

2. Situation légale des communautés religieuses

2.1. Démographie religieuse

Selon le Département d'Etat américain, la population de l'Azerbaïdjan comprend environ 96% de musulmans (dont 65% de chiites et 35% de sunnites), les 4% restant se partageant entre chrétiens (russes orthodoxes, géorgiens orthodoxes, adventistes, molokans, catholiques romains, témoins de Jéhovah), juifs, bahais, membres de l'Association internationale pour la conscience de Krishna (ISKON) et personnes sans religion déclarée¹⁰. Un rapport présenté en 2017 à l'Assemblée nationale française donne des estimations un peu différentes : 94% de musulmans (dont 70% de chiites et 24% de sunnites), 5% de chrétiens (500 000 personnes), environ 25 000 juifs¹¹.

En 2002, un rapport présenté par le gouvernement azerbaïdjanais au Conseil de l'Europe donne la liste des communautés non musulmanes ayant un statut légal à cette date :

- Chrétiens orthodoxes : Eglise orthodoxe russe (5 communautés), Eglise orthodoxe géorgienne (une communauté)
- Catholicisme romain (une communauté)
- Protestantisme : Communauté des chrétiens malokans (2 communautés), Eglise évangélique luthérienne (1), Eglise du nouvel apôtre (1), Communauté des chrétiens baptistes évangéliques (6), Adventistes du 7^{ème} jour (4), Protestants du 50^{ème} jour (1), Témoins de Jéhovah (1)
- Judaïsme : judaïsme ashkénaze (1), Communauté des juifs des montagnes (3), Communauté des juifs géorgiens (1)
- Autres groupes « non traditionnels » : 5 communautés dont la Société internationale de Krishna et les Bahais¹²

Les associations religieuses sont sous la tutelle d'un service national, la Commission d'Etat pour les associations religieuses (SCWRA¹³) créée en 2001¹⁴. En décembre 2016, Mubariz Gurbanli, chef de la SCWRA, déclare que l'Azerbaïdjan compte 749 communautés religieuses reconnues dont 721 musulmanes et 28 non-musulmanes (17 chrétiennes, 8 juives, deux bahais et une Krishna)¹⁵. Les communautés « non traditionnelles » telles que les salafistes (voir 3.2) et les partisans de Nursi (voir 3.3) ne sont pas autorisées¹⁶. Selon

¹⁰ US Department of State, 10/06/2020, [url](#)

¹¹ DESTANS Jean-Louis, Assemblée nationale (France), 15/02/2017, [url](#)

¹² Gouvernement d'Azerbaïdjan, Council of Europe - Secretariat of the Framework Convention for the Protection of National Minorities, 04/06/2002, [url](#)

¹³ En azéri : « *Dini Qurumlara Ich Uzre Dovlat Komitasi* » ; en anglais : « *State Committee for Work with Religious Associations* ».

¹⁴ IPHR, 12/12/2019, [url](#)

¹⁵ Azernews, 28/12/2016, [url](#)

¹⁶ Azernews, 28/12/2016, [url](#)

l'ONG *International Partnership for Human Rights* (IPHR)¹⁷, dans un rapport publié en décembre 2019, l'Azerbaïdjan compte 942 communautés religieuses enregistrées dont 35 non-musulmanes (24 chrétiennes, 8 juives, une Krishna et deux bahais) ; il y a 2 250 mosquées, dont 136 à Bakou, 14 églises et 7 synagogues¹⁸.

2.2. Culture laïque et coexistence pacifique des religions

Un rapport du député Jean-Louis Destans présenté en 2017 à l'Assemblée nationale française insiste sur le caractère laïque des institutions azerbaïdjanaises :

« Par certains aspects, l'Azerbaïdjan semble faire preuve d'une certaine modernité qui contraste avec l'attitude répressive et régressive décrite en première partie¹⁹. Cette dimension positive est régulièrement mise en valeur dans le discours des autorités azerbaïdjanaises. Elle n'en est pas moins réelle. Ainsi, l'Azerbaïdjan est un État laïque. L'article 18 de la Constitution prévoit explicitement qu'« en République d'Azerbaïdjan, la religion est séparée de l'État ». C'est une caractéristique rare dans la région : les autorités soulignent en effet que l'Azerbaïdjan est « le seul pays à majorité chiite qui s'affiche laïque et a développé une forte tradition de tolérance religieuse ». Cette tolérance, soulignée par le Pape François lui-même lors d'une visite dans le pays en octobre dernier, permet à diverses communautés de vivre ensemble harmonieusement. »²⁰

Membre à la fois du Conseil de l'Europe et de l'Organisation de la conférence islamique, le régime azerbaïdjanais cultive un islam plus « diplomatique » que fondamentalement religieux et marque ses distances aussi bien avec l'Iran chiite qu'avec les courants sunnites salafistes venus des pays du Golfe ou du Daghestan²¹.

2.3. Formation, éducation et famille

La formation des desservants religieux musulmans est assurée par le Bureau des musulmans du Caucase (BMC)²², institution officielle héritée de l'Administration spirituelle des musulmans de Transcaucasie qui, à l'époque soviétique, couvrait les communautés musulmanes d'Azerbaïdjan, Arménie et Géorgie ; le BMC ne prend pas officiellement en compte la distinction entre chiites et sunnites²³. En pratique, le BMC est présidé par un imam chiite avec un collègue sunnite comme vice-président ; la coexistence entre chiisme et sunnisme est généralement paisible et il arrive que les deux courants pratiquent dans la même mosquée²⁴. En 2016, les autorités prévoient d'ouvrir huit nouvelles madrassas (écoles d'enseignement islamique) sous le contrôle du BMC²⁵.

Le droit à l'éducation religieuse n'est reconnu que pour les seuls citoyens. Elle doit être délivrée dans le cadre des associations religieuses légalement reconnues et par les seuls membres des centres et instituts religieux²⁶.

La loi de 2010 sur l'uniforme scolaire interdit aux filles le port du hijab (foulard) dans les écoles. Cette mesure donne lieu à des manifestations de protestation rassemblant plusieurs dizaines de milliers de personnes ; certains militants sont arrêtés et condamnés à de

¹⁷ ONG de défense des droits de l'homme basée à Bruxelles, voir ECOI, « International Partnership for Human Rights (IPHR) », m.à j. 03/02/2020, [url](#)

¹⁸ IPHR, 12/12/2019, [url](#)

¹⁹ Cette première partie porte sur la restriction des libertés politiques.

²⁰ DESTANS Jean-Louis, Assemblée nationale (France), 15/02/2017, [url](#)

²¹ DESTANS Jean-Louis, Assemblée nationale (France), 15/02/2017, [url](#)

²² En azéri : « *Qafqaz Muselmanlar Idaresi* » ; en anglais : « *Caucasian Muslims Office* ».

²³ GANGLOFF Sylvie, CEMOTI, Cahiers d'Études sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien, vol. 38, no 1, 2004, p. 9–26, [url](#)

²⁴ CONSTANT Antoine, CEMOTI, n°38, 2004. Islam au Caucase. p. 147-169, [url](#)

²⁵ Azernews, 28/12/2016, [url](#)

²⁶ IPHR, 12/12/2019, p. 22, [url](#)

lourdes peines d'emprisonnement²⁷, notamment des membres du Parti islamique d'Azerbaïdjan (voir 3.2)²⁸.

La législation sur le mariage et la famille est entièrement laïque. Le Code de la famille a été amendé en 2011 pour fixer l'âge limite du mariage à 18 ans pour les deux sexes. Selon l'ONG *Human Rights Center of Azerbaijan* (AIHMM), le mariage religieux (*kadin*), dépourvu de valeur légale, est assez souvent pratiqué : il peut recouvrir des situations de mariage précoce ou de polygamie²⁹. De tels mariages, qui n'offrent pas à la femme les mêmes garanties que le mariage civil, font l'objet d'une surveillance particulière des autorités. La loi prévoit des peines allant jusqu'à quatre ans d'emprisonnement pour le fait de contraindre une jeune fille mineure à un mariage³⁰.

2.4. Une pratique encadrée

Les prières et services religieux peuvent être pratiqués librement dans les lieux de culte, sanctuaires, cimetières et domiciles privés. Ils peuvent l'être dans les hôpitaux, maisons de personnes âgées ou handicapées, lieux de détention, à la demande des personnes concernées et avec l'accord des autorités compétentes³¹.

Les fêtes chiites d'Achoura peuvent rassembler des foules nombreuses, sous forte surveillance policière. En octobre 2015 à Gandja, elles donnent lieu à des heurts de faible ampleur entre les fidèles et la police, tandis qu'à Bakou et spécialement à Nardaran, dans la banlieue de la capitale, certains prédicateurs se livrent à des critiques du régime (voir 3.3)³². Le rituel est en partie modernisé : l'auto-flagellation, traditionnelle dans le deuil d'Achoura, est remplacée par un don de sang pour les hôpitaux³³.

L'armée azerbaïdjanaise a eu un service d'aumônerie militaire jusqu'au milieu des années 1990 ; il est aboli depuis cette date³⁴. La loi sur la liberté religieuse (article 21) spécifie que les soldats sont libres de prier et pratiquer leur religion pendant leur temps libre ; les desservants religieux peuvent exercer leur activité au sein des unités avec l'accord de la hiérarchie militaire³⁵. Le SCWRA et le ministère de la Défense entretiennent un plan d'action annuel et organisent des manifestations communes à l'intention des soldats « en vue de promouvoir les idées de l'azerbaïdjanisme, la préservation et le développement des valeurs nationales, morales et culturelles, la lutte contre les mouvements religieux radicaux et l'extrémisme, la coopération entre les cultures, les civilisations et les affiliations religieuses, aussi bien que d'autres sujets »³⁶.

Les associations, y compris religieuses, doivent être enregistrées auprès du ministère de l'Intérieur ; bien que le délai légal d'enregistrement soit de 30 jours à compter de la demande, il est souvent prolongé et alourdi de formalités onéreuses et peu transparentes³⁷.

Il est interdit aux associations étrangères actives en Azerbaïdjan de se livrer à une propagande religieuse ou politique³⁸. Un étranger ou apatride n'est pas autorisé à célébrer

²⁷ IPHR, 12/12/2019, p. 22, [url](#)

²⁸ Caucasian Knot, "Islamic Party of Azerbaijan demands release of its arrested activists", 11/01/2011, [url](#)

²⁹ Human Rights Center of Azerbaijan (AIHMM), CEDAW, 2015, [url](#)

³⁰ US Department of State, 11/03/2020, § "Early and Forced Marriage", [url](#)

³¹ IPHR, 12/12/2019, p. 17, [url](#)

³² BRAUX Adeline, Dipnot, 11/11/2015, [url](#)

³³ Caucasian Knot, 11/09/2019, [url](#)

³⁴ Bayram BALCI et Altay GOYUSOV, Brill, 2011, p. 54.

³⁵ AZERBAÏDJAN, "Constitution of the Republic of Azerbaijan (1995, amended 2016) (English version)", 2016, Art. 48, [url](#)

³⁶ News.ai, 08/01/2020, [url](#) ; ministère de la Défense d'Azerbaïdjan, 16/10/2019, [url](#)

³⁷ US Department of State, 11/03/2020, § "Freedom of Association", [url](#)

³⁸ US Department of State, 11/03/2020, § "Freedom of Association", [url](#)

des pratiques religieuses³⁹. A l'inverse, un citoyen azerbaïdjanais étudiant à l'étranger ne peut diriger une cérémonie religieuse sans l'accord des autorités azerbaïdjanaises⁴⁰.

Le fait d'organiser une réunion religieuse sans autorisation officielle est passible de sanctions pénales⁴¹. IPHR cite le cas de Sardar Babayev, diplômé de théologie de l'université Al Mustafa de Qom (Iran) en 2000, accusé d'avoir dirigé illégalement le culte à la mosquée Juma⁴² de Masalli (sud-est de l'Azerbaïdjan) : il est arrêté en février 2017, en détention depuis cette date et se plaint qu'on lui refuse la disposition d'un Coran et d'un tapis de prière⁴³.

La Loi sur la liberté de croyance religieuse, votée en 1992, connaît 56 amendements entre 2011 et 2019⁴⁴. Selon IPHR, bien que les autorités affirment leur attachement à la tolérance et au dialogue interculturel et interreligieux, plusieurs groupes locaux de défense des droits de l'homme signalent une répression croissante contre certains courants islamiques. Depuis 2009, plusieurs amendements ont été votés restreignant la liberté religieuse et permettant une surveillance accrue des communautés religieuses. La Loi de décembre 2015 sur la lutte contre l'extrémisme religieux permet aux autorités de mener en toute impunité des opérations arbitraires contre certaines communautés (voir 3.)⁴⁵.

Depuis 2011, l'introduction de documents religieux illicites n'expose plus seulement à des sanctions administratives (article 451 du Code des délits administratifs) mais fait l'objet de sanctions pénales. Depuis cette date, les amendes sont passées de 200 ou 400 manats (environ 105 à 215 euros) à 5 000 ou 7 000 (2 670 à 3 750 euros) et les peines d'emprisonnement de deux à cinq ans⁴⁶. Le Code des délits administratifs (Art. 451) sanctionne la possession dans un but de revente ou de distribution de produits ou documents dépourvus du tampon de contrôle requis : cette loi s'applique aux alcools et tabacs mais aussi à la littérature religieuse. La définition de la « littérature religieuse » et des « documents religieux » est imprécise et le SCWRA est seul habilité à se prononcer sur le caractère licite ou non d'une publication⁴⁷.

IPHR cite le cas de deux jeunes frères baptistes, Safqan et Gulnar Mammadov, arrêtés le 25 février 2019 à Sabirabad (à l'ouest de Bakou) pour avoir distribué dans leur école une traduction azérie de l'Ancien Testament ; la police perquisitionne à leur domicile, confisque 106 livres et livrets dont des Bibles ainsi que des CD de chants religieux. La famille est condamnée à 1 500 manats d'amende pour infraction à la loi sur les publications et rassemblements religieux. Leur pourvoi en appel est rejeté le 4 juin 2019⁴⁸.

L'article 21 de la Loi sur la liberté religieuse, par un amendement introduit en 2015, interdit les « symboles » et « attributs » religieux, tels que bannières et slogans, dans les lieux publics autres que les lieux de culte ; les vêtements et symboles religieux portés sur une personne sont autorisés⁴⁹. Cette interdiction n'apparaît pas sous cette forme dans la version de 2017 du texte de loi, disponible en traduction anglaise sur le site *Legislation Online* : il y est seulement spécifié que « les prières, rituels et cérémonies religieux peuvent être conduits sans empêchement dans les lieux de culte et terrains qui en dépendent, dans les pèlerinages, cimetières, locaux des institutions religieuses, maisons et appartements des particuliers⁵⁰ ».

En mai 2019, un communiqué de l'ONG « Comité pour la protection des droits des croyants en prison », cité par le Département d'Etat américain dans son rapport annuel sur les droits

³⁹ IPHR, 12/12/2019, p. 17, [url](#)

⁴⁰ IPHR, 12/12/2019, p. 17, [url](#)

⁴¹ IPHR, 12/12/2019, p. 17, [url](#)

⁴² « Mosquée du Vendredi », lieu de culte principal d'une ville dans la pratique chiite.

⁴³ IPHR, 12/12/2019, p. 19, [url](#) ; Turan.az, 22/02/2017, [url](#)

⁴⁴ IPHR, 12/12/2019, p. 18, [url](#)

⁴⁵ IPHR, 12/12/2019, p. 18-19, [url](#)

⁴⁶ Le taux de change en euros est celui indiqué par la source : IPHR, 12/12/2019, p. 20, [url](#)

⁴⁷ IPHR, 12/12/2019, p. 20, [url](#)

⁴⁸ IPHR, 12/12/2019, p. 20, [url](#)

⁴⁹ IPHR, 12/12/2019, p. 20, [url](#) ; Forum 18, 07/11/2018, [url](#) ; US Department of State, 02/06/2016, [url](#)

⁵⁰ AZERBAÏDJAN, "Law on Freedom of Religious Belief (1992, as amended 2015)", version du 10/02/2017, [url](#)

de l'homme, rapporte que des « prisonniers politiques religieux » (voir 3.) sont « battus avec des matraques de caoutchouc, torturés à l'électricité, battus sur la plante des pieds et suspendus en hauteur. Un prisonnier a été battu et pendu par les jambes simplement parce qu'il demandait un médicament au gardien⁵¹ ».

En février 2019, une ONG locale, le « Groupe de travail pour la liste unifiée des prisonniers politiques en Azerbaïdjan », dénombre 67 militants arrêtés pour raisons liées à la religion⁵². A la fin de 2019, des ONG citées par le Département d'Etat américain estiment qu'entre 112 et 135 prisonniers politiques au sens large, y compris journalistes, blogueurs et militants religieux, sont détenus dans les prisons d'Azerbaïdjan⁵³.

3. Groupes islamiques illégaux

3.1. Condamnation des groupes armés extrémistes

Selon le chercheur américain Aaron Y. Zelin dans un article publié en janvier 2014, l'Azerbaïdjan, depuis les années 1990 jusqu'au milieu des années 2010, a été un terrain de recrutement pour les groupes djihadistes sunnites combattant en Afghanistan, Irak, Syrie, ainsi qu'au Caucase du Nord. Dans une moindre mesure, des volontaires chiites azerbaïdjanais sont signalés au sein des milices chiites soutenant le régime du président Bachar al-Assad en Syrie⁵⁴.

Le Bureau des musulmans du Caucase, par une fatwa émise en 2014, condamne l'abus des termes de « djihad » et de « martyr », rappelant que ces concepts ne sont légitimes que lorsqu'il s'agit de « lutte contre l'injustice et la violence commises contre la famille, le pays, la religion ou la patrie » mais ne sauraient justifier l'engagement de citoyens azerbaïdjanais dans des conflits à l'étranger ou les affaires de pays tiers : il appelle à des sanctions légales contre un tel engagement⁵⁵.

Le gouvernement d'Azerbaïdjan condamne les groupes djihadistes transnationaux tels qu'Al-Qaïda et l'Etat islamique (EI) et participe aux recherches internationales visant ces groupes. La législation à leur égard a été renforcée en 2015 avec la Loi sur la lutte contre l'extrémisme religieux, votée le 4 décembre 2015, et plusieurs amendements apportés au Code pénal et au Code de procédure administrative⁵⁶. Un amendement à la Loi sur la citoyenneté, voté le 5 décembre 2015, permet de retirer la citoyenneté azerbaïdjanaise à une personne « participant à des actions terroristes, à des actions extrémistes religieuses ou à des entraînements militaires à l'étranger sous prétexte de recevoir une éducation religieuse, ou se livrant au prosélytisme pour des doctrines incluant l'animosité [envers d'autres croyances], ou participant à des conflits religieux à l'étranger sous le prétexte de rites religieux »⁵⁷.

En 2016, 58 citoyens azerbaïdjanais sont déchus de leur nationalité pour participation à des conflits armés à l'étranger ; à Bakou, le 16 novembre, 7 hommes sont jugés pour avoir combattu au sein de l'organisation Etat islamique (EI) ou groupes similaires en Irak et Syrie ; ils sont condamnés à des peines de 2 à 14 ans d'emprisonnement⁵⁸.

⁵¹ US Department of State, 11/03/2020, § "c. Torture and Other Cruel, Inhuman, or Degrading Treatment or Punishment", [url](#)

⁵² IPHR, 12/12/2019, [url](#)

⁵³ US Department of State, 11/03/2020, § "Political Prisoners and Detainees", [url](#)

⁵⁴ ZELIN Aaron Y., Jihadology, 28/01/2014, [url](#)

⁵⁵ Trend.az, 28/01/2014, [url](#)

⁵⁶ US Department of State, 02/06/2016, [url](#) ;

⁵⁷ US Department of State, 02/06/2016, [url](#) ;

⁵⁸ US Department of State, 19/07/2017, [url](#)

3.2. Le Parti islamique d'Azerbaïdjan

Selon le chercheur français Bayram Balci, le Parti islamique d'Azerbaïdjan (*Azerbaijan islam Partiyasi*) est un parti islamiste chiite fondé en 1992, devenu clandestin en 1995 par non-renouvellement de son accréditation. Il a son principal centre à Nardaran (péninsule d'Abşeron, au nord de Bakou), ville dont la forte tradition religieuse s'explique par la présence d'un sanctuaire chiite, le mausolée de Rahime Hanim, fille du 7^{ème} imam Musa al Kazim. Depuis les années 1990, plusieurs de ses membres ont été arrêtés ou inquiétés sur le soupçon d'espionnage au profit de l'Iran⁵⁹. Selon le chercheur Raoul Motika, au début des années 2000, l'effectif de ce parti est estimé entre 20 000 et 70 000 membres. Il est considéré comme un « proche allié » du régime iranien, position très isolée sur la scène politique azerbaïdjanaise ; il est généralement rejeté par le clergé chiite et les milieux intellectuels⁶⁰. En janvier 2000, un de ses dirigeants, Muzaffar Jebrailzade, demande l'expulsion des missionnaires étrangers prosélytes⁶¹. Selon le média *Eurasianet*, Mevsum Samedov, président de ce parti, dénonce le régime azerbaïdjanais comme impie, fondé sur le culte de la personnalité du feu président Haydar Aliyev et de son fils Ilham, et au service des « sionistes »⁶².

En 2010, la loi sur l'uniforme scolaire (voir 2.3.) donne à ce parti l'occasion de réunir des manifestations de protestation rassemblant plusieurs dizaines de milliers de personnes ; certains militants sont arrêtés et condamnés à de lourdes peines d'emprisonnement⁶³. Mevsum Samedov, animateur des protestations, est arrêté en janvier 2011 : en octobre 2011, il est condamné à 12 ans d'emprisonnement sous des accusations de « terrorisme » et « complot contre l'Etat » ; plusieurs membres de son parti, Rufulla Axundzadeh, Vagif Abdullayev, Feramiz Abbasov, Firdovsi Mammadrzayev et Dayanat Samadov, sont condamnés à des peines de 10 à 11 ans et demi d'emprisonnement⁶⁴.

Bien que le parti soit officiellement interdit, il continue une activité réduite après 2011. En mai 2012, à l'occasion de la tenue à Bakou du concours d'Eurovision, son chef, Alchin Manafov, réagit à une rumeur selon laquelle une « marche des fiertés homosexuelles » serait autorisée : il appelle le président d'Azerbaïdjan à « ne pas autoriser ce que Dieu interdit » et se dit prêt à faire couler le sang et déclencher une guerre civile pour s'y opposer⁶⁵. En 2013, Nevreste Ibrahimova, présidente de la branche féminine du parti, revendique toujours le droit au port du hijab⁶⁶. Toujours illégal mais toléré en raison de sa faible audience, il a renoncé à ses ambitions de « république islamique » et se contente, lors des élections présidentielles et législatives, de soutenir celui des candidats qui lui paraît le plus proche des objectifs islamiques⁶⁷.

En décembre 2019, la Cour européenne des droits de l'homme rend une décision en faveur de Mevsum Samedov et de ses co-accusés, présentant leur condamnation comme politiquement motivée⁶⁸.

3.3. Le Mouvement de l'unité musulmane

En novembre 2015, à Nardaran, une opération de police est menée contre le Mouvement de l'unité musulmane (MUM), association non enregistrée créée en 2015 et dont les membres se présentent comme des « conservateurs chiites non-violents » visant à développer le rôle de l'islam dans la société. Leur dirigeant, Talekh Bagirzade (Taleh Bagirov, Baghiro, Bagirzadeh), un lettré islamique azerbaïdjanais formé en Iran, a

⁵⁹ BALCI Bayram, CNRS, 2017, p. 150-152.

⁶⁰ MOTIKA Raoul, Archives de sciences sociales des religions, 115 | juillet-septembre 2001, [url](#)

⁶¹ United States Department of State, 05/09/2000, [url](#)

⁶² Eurasianet, 11/11/2011, [url](#)

⁶³ IPHR, 12/12/2019, p. 22, [url](#) ; Caucasian Knot, 11/01/2011, [url](#)

⁶⁴ Radio Free Europe/Radio Liberty, 07/10/2011, [url](#)

⁶⁵ International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association (ILGA), 05/2013, [url](#)

⁶⁶ EurasiaNet, 07/10/2013, [url](#)

⁶⁷ BALCI Bayram, CNRS, 2017, p. 150-152.

⁶⁸ Caucasian Knot, [url](#)

plusieurs fois critiqué l'autoritarisme et la corruption du gouvernement. Les affrontements entre les partisans du MUM et la police font six morts dont deux policiers. D'après le ministre azerbaïdjanais de l'Intérieur, les suspects sont inculpés pour avoir formé « un groupe armé criminel agissant sous le couvert de la religion et se préparant à commettre des actes de terrorisme ». Plusieurs dizaines de membres du MUM sont arrêtés et, d'après certains témoignages, maltraités et torturés ; ils font l'objet d'accusations controuvées de meurtre, terrorisme et tentative de prendre le pouvoir par la force ; leur procès est conduit en violation des droits de la défense⁶⁹.

Le 25 janvier 2017, Talekh Bagirzade et 17 de ses partisans sont condamnés à des peines de 10 à 20 ans d'emprisonnement ; à la fin de 2017, 12 autres membres, dont le théologien Zulfugar Mikailov, sont condamnés à des peines de 12 à 17 ans d'emprisonnement. Un troisième groupe d'accusés comprenant Elchin Gasymov, vice-président du MUM, et 11 autres membres, est jugé par la Cour d'assises le 28 décembre 2017 : Elchin Gasymov est condamné à 15 ans d'emprisonnement. Les sentences contre Elchyn Gasimov et ses 11 co-accusés sont confirmées par la Cour suprême en janvier 2019⁷⁰.

En février 2019, Talekh Bagirzade entreprend une grève de la faim que l'administration pénitentiaire présente comme une comédie⁷¹. En octobre 2019, des ONG locales lancent une campagne « Pour en finir avec la torture ! » dénonçant l'impunité des actes de torture commis par les forces de sécurité dans plusieurs affaires dont celle de Nardaran en 2015⁷².

En 2019-2010, les médias signalent plusieurs cas de harcèlement de militants du MUM. Cette liste n'est pas exhaustive :

- Le 26 novembre 2019, à la demande d'Elchin Gasymov, vice-président du MUM, des partisans de ce parti tentent de se réunir dans une maison privée pour un hommage à la mémoire des militants tués en 2015 ; ils sont dispersés par la police⁷³.
- Le 13 mars 2020 à Bakou, d'après un communiqué du MUM cité par le journal en ligne d'opposition Turan.az, Elvin Muradov, membre du MUM, est arrêté, détenu au secret pendant trois jours puis placé au centre de détention provisoire de Kurdakhan : il est inculpé pour possession d'armes au titre de l'article 228.1 du Code pénal. D'après le MUM, Elvin Muradov, qui réside habituellement en Fédération de Russie, avait déjà été inquiété pour avoir publié des poèmes et chants en l'honneur de Talekh Bagirzade et autres militants emprisonnés⁷⁴.
- Le 10 avril 2020 à Bakou, Khikmet Agaev, membre du MUM, est arrêté alors qu'il distribuait des colis de nourriture à des familles nécessiteuses en violation du confinement sanitaire ; il est condamné à 25 jours de détention administrative et se plaint de tortures en détention⁷⁵.
- Le 9 juin 2020, Alik Aslanov, membre de ce parti, sort de chez lui à la suite d'une convocation de la police d'Imishli : il est arrêté au métro Narimanov et placé en détention pour 15 jours sous l'accusation de refus d'obéissance à la police. D'après le MUM, cette arrestation est motivée par un message d'Alik Aslanov sur le réseau social Facebook où il appelait à la réouverture des mosquées malgré les règles de confinement sanitaire⁷⁶.
- Le 22 juin 2020 à Bakou, Shamil Hasanov, membre du MUM, est arrêté par la division de lutte contre le crime organisé du ministère de l'Intérieur. Le 23 juin, les policiers le ramènent pour une perquisition à son domicile et « trouvent⁷⁷ » plusieurs livres interdits. Le 24 juin, le tribunal de district de Narimanov ordonne sa

⁶⁹ Amnesty International, 06/02/2017, [url](#)

⁷⁰ Caucasian Knot, 09/01/2019, [url](#)

⁷¹ Azernews, 15/02/2019, [url](#)

⁷² Caucasian Knot, 30/10/2019, [url](#)

⁷³ Caucasian Knot (en anglais), 27/11/2019, [url](#) ; id. (en russe), 27/11/2019, [url](#)

⁷⁴ Turan.az, 17/03/2020, [url](#)

⁷⁵ Caucasian Knot, 21/04/2020, [url](#)

⁷⁶ Imishli est un chef-lieu de district du centre-sud de l'Azerbaïdjan ; d'après le contexte, il pourrait aussi s'agir d'un quartier de Bakou du même nom. Turan.az, 12/06/2020, [url](#)

⁷⁷ « Trouvent » entre guillemets dans l'article original. Turan.az, média d'opposition, est souvent critique envers les pratiques des forces de sécurité.

mise en détention pour trois mois pour possession illégale d'armes (article 228.1 du Code pénal). La famille du détenu affirme que ces accusations sont controvérsées et que Shamil Hasanov, en traitement à la suite d'un cancer, pourrait voir sa santé gravement compromise par la détention. D'après un communiqué du MUM, son arrestation est motivée par son soutien au leader emprisonné Talekh Bagirzade⁷⁸.

3.4. Le groupe de Ganja

En juillet 2018 à Ganja (ou Ganca, centre du pays), un groupe présenté comme « extrémiste radical » tente d'agresser Elmar Valiyev, chef de l'exécutif de la municipalité, qui est blessé ; dans les jours suivants, des affrontements causent la mort de deux policiers et deux membres présumés du groupe. Plusieurs dizaines de membres sont arrêtés dont leur chef présumé, Yunis Safarov⁷⁹. D'après les autorités azerbaïdjanaise, ce dernier, un citoyen russe éduqué à Qom (Iran), avait pris part au conflit en Syrie (voir 3.1) et avait l'intention de mener des attentats pour instaurer une république islamique en Azerbaïdjan⁸⁰. En février 2020, la Cour d'assises de Bakou renvoie la procédure pour réexamen devant la Cour d'appel de Ganja⁸¹.

3.5. Groupes salafistes

Selon une étude publiée en 2016 par le think tank *Baku Research Institute*, le salafisme est un courant de l'islam sunnite apparu au début du 20^{ème} siècle et qui affirme vouloir restaurer l'islam dans sa pureté originelle. Il a inspiré des courants comme les Frères musulmans en Egypte et la Jamaat-i Islami au Pakistan ; sous la forme du wahhabisme, il a le caractère de doctrine officielle en Arabie saoudite. Interdit pendant la période soviétique, il est introduit en Azerbaïdjan à la fin des années 1980 par des étudiants venus des pays arabes (Algérie, Soudan, Yémen) inscrits dans les universités azerbaïdjanaises, puis par des étudiants religieux azerbaïdjanais formés à l'étranger, notamment à l'université de Médine (Arabie saoudite). Le mouvement connaît une certaine expansion dans les années 1990-2000, notamment autour de la mosquée Lesghienne (ou mosquée Achour), mais il est affaibli par des divisions internes tandis que la rigidité de son dogme lui interdit de nouer une alliance avec l'opposition démocratique ou l'opposition religieuse chiite. Ses partisans se recrutent principalement parmi les « russophones » de Bakou, c'est-à-dire les minorités non azéries utilisant le russe comme langue véhiculaire⁸².

Selon le chercheur Anar Valiyev, de l'institut Jamestown Foundation, le salafisme est toléré par les autorités azerbaïdjanaises jusqu'au début des années 2000 pour ménager les monarchies du Golfe, importants partenaires économiques et diplomatiques ; il devient suspect à partir de 2001 lorsque les autorités découvrent un réseau de recrutement de combattants clandestins à destination de la Tchétchénie (voir 3.1)⁸³.

En 2009 à Bakou, plusieurs mosquées sont détruites ou fermées indéfiniment au motif qu'elles sont des « constructions illégales » : la plupart sont des mosquées sunnites comme la mosquée Lesghienne, la mosquée des Martyrs (aussi appelée mosquée Cuma ou mosquée turque) et la mosquée Abubekr⁸⁴. Cette dernière, construite en 1997 par une fondation koweïtienne et considérée comme « salafiste », avait été visée par un attentat à la bombe en 2008, faisant trois morts et 13 blessés⁸⁵.

⁷⁸ Turan.az, 25/06/2020, [url](#)

⁷⁹ Radio Free Europe/Radio Liberty, 05/11/2018, [url](#)

⁸⁰ Caucasian Knot, 06/07/2018, [url](#)

⁸¹ Caucasian Knot, 18/02/2020, [url](#)

⁸² GOYUSHOV Altay et ROVSHANOGLU Kanan, Baku Research Institute, 15/07/2016, [url](#)

⁸³ VALIYEV Anar, Jamestown Foundation, 01/07/2005, [url](#)

⁸⁴ IPHR, 12/12/2019, p. 17, [url](#) ; GOYUSHOV Altay et ROVSHANOGLU Kanan, Baku Research Institute, 15/07/2016, [url](#)

⁸⁵ VALIYEV Anar, Jamestown Foundation, 02/09/2008, [url](#)

Le 13 novembre 2014, la police perquisitionne un lieu de culte privé établi au domicile d'une personnalité sunnite, Zohrab Shikhaliyev ; elle y saisit des armes, 500 livres ou revues à caractère religieux et 210 DVD ; les personnes arrêtées à cette occasion disent avoir été insultées et humiliées par les policiers avant d'être remises en liberté le jour même⁸⁶.

Le 26 novembre 2014 à Garachukhur (ou Qaraçuxur, dans la banlieue de Bakou), une mosquée sunnite connaît un début d'incendie présenté comme volontaire : d'après Gamet Suleymanov, prédicateur sunnite cité par Turan.az, cet incident pourrait être lié à des tensions locales entre les sunnites de tendance salafiste et les chiites qui se partagent l'usage de la même mosquée. Gamet Suleymanov demande la construction d'une nouvelle mosquée réservée aux sunnites⁸⁷.

3.6. Partisans de Nursi et de Fethullah Gülen

Les *nurcular* (au singulier : *nurcu*) sont les adeptes du mystique turc Sait Nursi (1876-1960) dont les textes, de caractère poétique et hermétique, sont rassemblés dans le recueil « Risale-i Nur » (« Lettres de la Lumière »). Leur mouvement, répandu dans de nombreux pays, compte deux branches principales : le courant « orthodoxe » appelé *Yeni Asya* (« Nouvelle Asie ») et le courant *fethullaçi* ou *néo-nurcu*, se réclamant du prédicateur turc Fethullah Gülen (né en 1941). Dans les années 1990, le courant güleniste est favorisé par les gouvernements turcs successifs qui y voient un « islam tolérant, libéral, compatible avec le système laïque de la Turquie » : il commence son expansion dans les pays de l'ex-URSS et particulièrement en Azerbaïdjan. A partir de 1992, il y crée une édition en langue azérie du quotidien *Zaman* et développe une série d'établissements d'enseignement, visant particulièrement une clientèle d'entrepreneurs⁸⁸.

Bien que les écrits de Sait Nursi ne comportent aucune forme d'appel à la violence, ce mouvement est considéré comme « extrémiste » en Fédération de Russie où plusieurs de ses partisans ont fait l'objet de poursuites judiciaires depuis 2008⁸⁹.

L'Azerbaïdjan, allié stratégique de la Turquie, entretient d'étroites relations politiques et culturelles avec ce pays. La confrérie turque de Fethullah Gülen, mouvement appelé *Hizmet* (« Service »), s'est fortement implantée en Azerbaïdjan jusqu'au début des années 2010 ; son image initiale est celle d'un courant islamiste modéré, moderne et pro-occidental ; son réseau éducatif de bonne qualité attire une grande partie des élites azerbaïdjanaises⁹⁰. Cependant, les autorités azerbaïdjanaises restent méfiantes à son égard et en mars 2014, alors que les relations s'enveniment entre le mouvement Gülen et le gouvernement turc de Recep Tayyip Erdoğan, l'Azerbaïdjan décide la confiscation de toutes les écoles gülenistes sur son territoire à l'exception de l'université Qafqaz (« Caucase ») à Bakou⁹¹. Le 12 avril 2014, une opération de police vise un groupe de *nurcular* dans le quartier de Yasamal, à Bakou, et permet l'identification de 41 membres du groupe dont 2 mineurs : de la littérature religieuse, du matériel informatique et la somme de 2 000 dollars américains sont confisqués. Ce local est situé près d'un chantier de construction dans le quartier de Yasamal, dans une maison appartenant à un nommé Eldaniz Hajiyev : celle-ci est démolie sans préavis au milieu de mai de la même année⁹². En mai 2014, les écrits de Sait Nursi sont inscrits sur la liste des publications interdites⁹³.

Après le coup d'Etat manqué du 15 juillet 2016 en Turquie, que les autorités turques attribuent à la confrérie Gülen, l'Azerbaïdjan dissout toutes les associations et institutions

⁸⁶ IPHR, 12/12/2019, p. 17, [url](#)

⁸⁷ Turan.az, 26/11/2014, [url](#)

⁸⁸ BESSON Frédérique-Jeanne, CEMOTI, n°38, 2004, p. 171-184, [url](#)

⁸⁹ DIDR, Ofpra, 14/03/2018, [url](#)

⁹⁰ BESSON Frédérique-Jeanne, CEMOTI, n°38, 2004, p. 171-184, [url](#) ; BRAUX Adeline, 07/07/2014, [url](#)

⁹¹ BRAUX Adeline, 07/07/2014, [url](#)

⁹² Azadliq, 15/05/2014, [url](#)

⁹³ Forum 18, 06/05/2014, [url](#)

d'inspiration güleniste⁹⁴. Le 20 juillet 2016, l'université Qafqaz est placée sous la tutelle de l'École supérieure du pétrole qui doit pourvoir à la continuation des cours⁹⁵ ; elle est définitivement dissoute en février 2017 au bénéfice d'une nouvelle structure, l'université d'ingénierie de Bakou⁹⁶.

Le 22 août 2016, un porte-parole du président azerbaïdjanais déclare aux médias :

« Les partisans de FETÖ/PDY⁹⁷ seront retrouvés un par un ici. Les enquêtes montrent que cette organisation a des liens directs non pas seulement avec ses partisans mais aussi certaines agences d'opposition dans notre pays. Les initiatives visant à porter préjudice à l'Etat d'Azerbaïdjan et à ses intérêts, seront prévenues. »⁹⁸

Plusieurs opposants politiques azerbaïdjanais font l'objet de poursuites et il arrive que les autorités invoquent leurs liens avec la confrérie Gülen⁹⁹. En août 2016, le leader d'opposition Ali Kerimli, président du Parti du Front populaire d'Azerbaïdjan (PFPA, acronyme azéri AHCP), est arrêté sous plusieurs accusations dont celle d'appartenance au mouvement Gülen : il dément tout lien entre son parti et ce mouvement et affirme avoir envoyé un message de soutien au gouvernement turc lors du coup d'Etat manqué de juillet 2016 ; il est libéré trois mois plus tard¹⁰⁰. Un autre membre de ce parti, Faig Amirov, directeur du journal *Azadiyq*, est arrêté en août 2016 sous différentes accusations, dont celles de fraude fiscale, d'avoir agi comme « imam » du mouvement Gülen et distribué de la propagande de ce groupe ; il est condamné à trois ans et trois mois d'emprisonnement et 39 000 manats (19 400 euros) d'amende ; ayant fait appel, il bénéficie d'une réduction de peine et est libéré le 15 septembre 2017¹⁰¹.

En octobre 2016 à Bakou, dans les districts de Qaradağ et Lökbatan, la police effectue une perquisition aux domiciles de plusieurs *nurcular* présumés et confisque des livres et magazines interdits¹⁰².

En janvier 2019, selon une dépêche de la presse azerbaïdjanaise, un nommé Ibrahim E., ancien imprimeur de la presse güleniste en Azerbaïdjan, est extradé vers la Turquie ; la source ne précise pas s'il est citoyen azerbaïdjanais ou turc¹⁰³.

Le 17 mars 2020, Mubariz Mansimov Gurbanoğlu, milliardaire azerbaïdjanais établi en Turquie et patron du conglomérat Palmali, est arrêté à Istanbul sur le soupçon d'appartenance au mouvement Gülen¹⁰⁴ ; le 18, quelques dizaines de manifestants se rassemblent devant l'ambassade de Turquie à Bakou pour protester contre cette arrestation¹⁰⁵. Le 19, à l'occasion des fêtes de Nowruz¹⁰⁶, le président Ilham Aliyev prononce un discours dénonçant la « cinquième colonne » des opposants financés par « l'argent de l'étranger » : le média *Eurasianet* y voit une allusion à Mubariz Mansimov Gurbanoğlu, connu pour ses déclarations critiques envers le régime azerbaïdjanais¹⁰⁷. Le 14 juin 2020, le parquet turc requiert une peine de 14 ans d'emprisonnement à l'encontre de Mubariz Mansimov Gurbanoğlu¹⁰⁸.

⁹⁴ BALCI Bayram, OVIPOT, 01/08/2016, [url](#)

⁹⁵ Trend.az, 20/07/2016, [url](#)

⁹⁶ APA, 15/02/2017, [url](#)

⁹⁷ Acronyme turc pour « Mouvement terroriste güleniste-Structure d'Etat parallèle » (en turc : « *Fetullahçı Terör Örgütü/Paralel Devlet Yapılanması* ») terme péjoratif employé par les autorités turques pour désigner le mouvement güleniste.

⁹⁸ AzVision.az, 22/08/2016, [url](#)

⁹⁹ Human Rights Watch, 20/10/2016, p. 27, [url](#) ; Institute for War and Peace Reporting (IWPR), 21/09/2016, [url](#)

¹⁰⁰ Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL), 22/08/2016, [url](#)

¹⁰¹ AzVision.az, 15/09/2017, [url](#) ; Caucasian Knot, 25/07/2017, [url](#) ; Human Rights Watch, 20/10/2016, p. 15-17, [url](#)

¹⁰² Azadliq, 24/10/2016, [url](#)

¹⁰³ AzVision.az, 31/01/2019, [url](#)

¹⁰⁴ Hürriyet Daily News, 17/03/2020, [url](#) ; Reuters, 17/03/2020, [url](#)

¹⁰⁵ BNN Bloomberg, 18/03/2020, [url](#)

¹⁰⁶ Nouvel An traditionnel pour les Azerbaïdjanais, Iraniens et Kurdes.

¹⁰⁷ Eurasianet, 19/03/2020, [url](#)

¹⁰⁸ Ahval, 14/06/2020, [url](#)

4. Situation des Témoins de Jéhovah

4.1. Un mouvement entièrement légalisé depuis 2017

Les témoins de Jéhovah¹⁰⁹, communauté chrétienne prosélyte, sont présents en Azerbaïdjan depuis les années 1990 ; ils font l'objet d'interdictions et de harcèlement d'ampleur limitée¹¹⁰. Plusieurs de leurs textes de référence sont frappés d'interdiction jusqu'en 2014¹¹¹. En 2017, selon l'ONG Forum 18, leurs communautés non autorisées de Lökbatan (banlieue de Bakou) et Barda (ouest du pays) font l'objet de plusieurs perquisitions ; une communauté non autorisée à Khatai (ou Xətai, banlieue de Bakou) est frappée par une amende au titre de l'article 515.0.4 du Code administratif relatif aux « associations religieuses opérant hors de leur adresse légalement enregistrée »¹¹².

A la date de la recherche, le site web communautaire international JW.org estime le nombre de pratiquants à 1 490 répartis en 14 congrégations¹¹³. La même source, dans un communiqué publié en février 2020, indique que les témoins de Jéhovah bénéficient d'une reconnaissance légale complète depuis 2015 : ils peuvent importer et diffuser librement leur littérature religieuse et aucune amende n'a été prononcée depuis 2017¹¹⁴. Leur culte est entièrement légal à Bakou depuis novembre 2018¹¹⁵. Des services religieux sont régulièrement tenus dans trois lieux de culte (« salles du royaume ») à Bakou, et dans des domiciles privés dans différentes régions du pays ; la SCWRA leur facilite la location de salles pour leurs cérémonies et conventions¹¹⁶.

En février 2020, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) rend deux décisions en faveur de membres de la communauté des témoins de Jéhovah, l'une pour l'arrestation abusive de deux prédicateurs en 2010, l'autre pour l'interdiction de faire entrer certaines publications en Azerbaïdjan ; les requérants obtiennent, au total, 24 000 euros de dédommagement¹¹⁷.

4.2. L'objection de conscience : un problème non résolu

La situation des Témoins de Jéhovah au regard du service militaire reste problématique en tant que « groupe religieux dont les croyances comportent la conviction qu'il faut s'opposer au service militaire, indépendamment de la nécessité de porter les armes¹¹⁸ ».

En 2001, lors de son adhésion au Conseil de l'Europe, l'Azerbaïdjan s'engage à légaliser l'objection de conscience¹¹⁹. L'article 76.2 de la Constitution, spécifie que « Si la conviction des citoyens est contraire à l'accomplissement du service militaire actif, il est permis, dans les cas prévus par la loi, de substituer au service militaire actif un service de remplacement¹²⁰ ». La Loi sur les grades et le service militaire et la Loi sur la liberté de religion et de croyance (article 4) prévoient aussi la possibilité d'un tel remplacement¹²¹.

En pratique, le seul texte en vigueur sur un tel service est le décret présidentiel n°94 du 31 juillet 1992 ouvrant la possibilité d'un tel service aux « membres du clergé qui remplissent une charge ecclésiastique (*ruhani vəzifə tutan din xadimləri*) ou [aux] élèves des établissements religieux¹²² », n'offrant donc aucune alternative effective aux simples

¹⁰⁹ En azéri: "Yehovanın Şahidləri Dini İcması".

¹¹⁰ US Department of State, 30/01/1998, [url](#) ; id., 08/11/2005, [url](#) ; id., 17/11/2010, [url](#)

¹¹¹ Forum 18, 06/05/2014, [url](#)

¹¹² Forum 18, 22/12/2017, [url](#)

¹¹³ JW.org, « Fast Facts—Azerbaijan », n.d., [url](#)

¹¹⁴ JW.org, 27/02/2020, [url](#)

¹¹⁵ JW.org, 22/11/2018, [url](#)

¹¹⁶ JW.org, 27/02/2020, [url](#)

¹¹⁷ Caucasian Knot, 21/02/2020, [url](#) ; JW.org, 27/02/2020, [url](#) ;

¹¹⁸ Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), 17/10/2019, § 75, [url](#)

¹¹⁹ Forum 18, 18/09/2018, [url](#)

¹²⁰ Constitution d'Azerbaïdjan, Art. 76.2, traduction CEDH, 17/10/2019, [url](#)

¹²¹ IPHR, 12/12/2019, p. 27, [url](#)

¹²² Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), 17/10/2019, § 62, [url](#)

fidèles¹²³. La loi azerbaïdjanaise spécifie que le service militaire est obligatoire et doit être accompli entre les âges de 18 et 35 ans, avec la possibilité d'effectuer un service volontaire comme cadet à l'âge de 17 ans. La durée du service est de 12 mois pour les titulaires d'un diplôme universitaire, 18 mois pour les autres¹²⁴.

Entre 2008 et 2015, plusieurs membres des témoins de Jéhovah, refusant d'accomplir leur service militaire en Azerbaïdjan, sont condamnés à des peines d'emprisonnement. Leurs recours devant la Cour suprême d'Azerbaïdjan sont rejetés entre 2007 et 2015 au motif qu'il n'existe pas de loi sur le service alternatif¹²⁵. Cinq d'entre eux présentent des recours jugés acceptables par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) : Mushfig Mammadov, Samir Huseynov, Farid Mammadov, Fakhraddin Mirzayev, et Kamran Mirzayev. Le gouvernement azerbaïdjanais, devant la Cour, soulève plusieurs arguments de droit et met en doute la sincérité des requérants qui, selon lui, « ont prétexté appartenir à la communauté des témoins de Jéhovah dans le seul but de se soustraire au service militaire¹²⁶ ». La Cour écarte cette objection car les requérants ont apporté des preuves d'une revendication constante tandis que, lors de la procédure menée à leur encontre, les tribunaux nationaux « n'ont jamais remis en cause la sincérité de leurs convictions religieuses¹²⁷ ». Le 17 octobre 2019, la CEDH, par un arrêt définitif, conclut que l'Azerbaïdjan a enfreint l'article 9 de la Déclaration européenne des droits de l'homme, qui garantit la liberté de pensée, de conscience et de religion, en n'offrant pas de service de remplacement effectif. Elle reconnaît aux requérants, pour le préjudice moral subi, une indemnité variant entre 3 500 et 10 800 euros¹²⁸, plus le remboursement des frais engagés devant leurs juridictions nationales, variant entre 83 et 430 euros¹²⁹.

¹²³ Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), 17/10/2019, § 96-97, [url](#)

¹²⁴ Central Intelligence Agency (Etats-Unis), « CIA Factbook », m. à j. 16/06/2020, ch. « Azerbaijan », [url](#)

¹²⁵ JW.org, 29/09/2019, [url](#)

¹²⁶ JW.org, 29/09/2019, [url](#)

¹²⁷ Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), 17/10/2019, § 75, [url](#)

¹²⁸ Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), 17/10/2019, § 108, [url](#)

¹²⁹ Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), 17/10/2019, § 114, [url](#)

Bibliographie

(Sites web consultés le 13 juillet 2020)

Document DIDR

DIDR, « Fédération de Russie : Pratique de l'islam non officiel », Ofpra, 14/03/2018
https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/4.didr_federation_de_russie_pratique_de_lislam_non_officiel_ofpra_14032018.pdf

Textes juridiques

AZERBAÏDJAN, "Law on Freedom of Religious Belief (1992, as amended 2015)", version du 10/02/2017
https://www.legislationline.org/download/id/6667/file/Azerbaijan_law_freedom_religious_beliefs_1992_am2015_en.pdf

AZERBAÏDJAN, "Constitution of the Republic of Azerbaijan (1995, amended 2016) (English version)", 2016
https://www.legislationline.org/download/id/8198/file/Azerbaijan_Constitution_1995_am_2016_en.pdf

Organisation intergouvernementale

Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), « AFFAIRE MUSHFIG MAMMADOV ET AUTRES c. AZERBAÏDJAN, n°14604/08 et 3 autres - Définitif », 17/10/2019
<http://hudoc.echr.coe.int/fre?i=001-197066>

Institutions nationales

US Department of State, « 2019 Report on International Religious Freedom: Azerbaijan », 10/06/2020
<https://www.ecoi.net/en/document/2031205.html>

US Department of State, "Country Report on Human Rights Practices 2019 – Azerbaijan", 11/03/2020
<https://www.ecoi.net/en/document/2026380.html>

Ministère de la Défense d'Azerbaïdjan, "Representatives of State Committee for Work with Religious Associations meet with soldiers", 16/10/2019
<http://defence.az/en/news/138703/representatives-of-state-committee-for-work-with-religious-associations-meet-with-soldiers>

US Department of State, "Country Report on Terrorism 2016 - Chapter 2 – Azerbaijan", 19/07/2017
<https://www.ecoi.net/en/document/1407016.html>

Jean-Louis DESTANS, « Rapport d'information sur les relations politiques et économiques entre la France et l'Azerbaïdjan », t. 1, Assemblée nationale (France), 15/02/2017
<http://www.assemblee-nationale.fr/14/rap-info/i4511-ti.asp>

US Department of State, "Country Report on Terrorism 2015 - Chapter 2 – Azerbaijan", 02/06/2016
<https://www.ecoi.net/en/document/1234115.html>

Central Intelligence Agency (Etats-Unis), « CIA Factbook », m. à j. 16/06/2020, ch. « Azerbaïdjan »

<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/aj.html>

Gouvernement d'Azerbaïdjan, "Report Submitted by Azerbaijan Pursuant to Article 25, Paragraph 1 of the Framework Convention for the Protection of National Minorities (ACFC/SR(2002)001)", Council of Europe - Secretariat of the Framework Convention for the Protection of National Minorities, 04/06/2002

https://www.ecoi.net/en/file/local/1111336/1226_1242832027_pdf-1st-sr-azerbaijan-en.pdf

United States Department of State, "U.S. Department of State Annual Report on International Religious Freedom for 2000 – Azerbaijan", 05/09/2000

<https://www.refworld.org/docid/3ae6a8a08.html>

Organisations non gouvernementales

International Partnership for Human Rights (IPHHR), "Freedom of religion and belief in Azerbaijan; Assessment of national legislation and its application", 12/12/2019

<https://www.iphronline.org/wp-content/uploads/2019/12/FoRB.pdf>

Forum 18, "AZERBAIJAN: Religious freedom survey, November 2018", 07/11/2018

http://www.forum18.org/archive.php?article_id=2429 ;

Forum 18, « Azerbaijan: Second 2018 conscientious objector conviction », 18/09/2018,

<https://www.ecoi.net/en/document/1443779.html>

Forum 18, "Azerbaijan: Fines follow police raids on worship, 22/12/2017

<https://www.refworld.org/docid/5a3cf5244.html>

Amnesty International, "Azerbaijan: Torture And Travesty Of Justice In Nardaran Case", 06/02/2017

<https://www.amnesty.org/download/Documents/EUR5556332017ENGLISH.pdf>

Human Rights Watch, "Harassed, Imprisoned, Exiled - Azerbaijan's Continuing Crackdown on Government Critics, Lawyers, and Civil Society", 20/10/2016

https://www.ecoi.net/file_upload/5228_1477033067_azerbaijan1016-web.pdf

Institute for War and Peace Reporting (IWPR), "Azerbaijan Continues Anti-Gulen Campaign", 21/09/2016

<https://iwpr.net/global-voices/azerbaijan-continues-anti-gulen-campaign>

Human Rights Center of Azerbaijan (AIHMM), "Alternative Report on the Compliance of the Azerbaijan Republic with the Convention on Elimination of All Forms of Discrimination against Women", CEDAW, 2015

https://www.ecoi.net/en/file/local/1182169/1930_1426169420_int-cedaw-ngo-aze-19593-e.pdf

Forum 18, "AZERBAIJAN: Muslim Nursi texts, Old Testament, and Jehovah's Witness texts 'banned'", 06/05/2014

<https://www.refworld.org/pdfid/5370bc664.pdf>

International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association (ILGA), "Annual Review of the Human Rights Situation of Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex People - 2013 : Azerbaïdjan", 05/2013
<https://www.refworld.org/docid/5195f1120.html>

Ouvrages

BALCI Bayram, « Renouveau de l'islam en Asie centrale et dans le Caucase », CNRS, 2017.

BALCI Bayram et GOYUSOV Altay, "Azerbaïdjan", in Jorgen S. Nielsen (dir.), "Yearbook of Muslims in Europe", Volume 3, Brill, 2011.

Think tanks, universités et centres de recherches

BALCI Bayram, « Quel avenir pour le mouvement de Gülen en Asie centrale et dans le Caucase depuis le coup d'état manqué ? » OVIPO, 01/08/2016
<https://ovipot.hypotheses.org/14419>

GOYUSHOV Altay et ROVSHANOGLU Kanan, "A Brief History of Salafism in Azerbaijan", Baku Research Institute, 15/07/2016
<https://bakuresearchinstitute.org/a-brief-history-of-salafism-in-azerbaijan/>

BRAUX Adeline, « L'Achoura à Bakou : entre politisation croissante et pratiques traditionnelles », Dipnot, 11/11/2015
<https://dipnot.hypotheses.org/1792>

ZELIN Aaron Y., "Guest post: Azerbaijani Foreign Fighters in Syria", Jihadology, 28/01/2014
<https://jihadology.net/2014/01/28/guest-post-azerbaijani-foreign-fighters-in-syria/>

BRAUX Adeline, « Fin de partie pour les partisans de Gülen en Azerbaïdjan », 07/07/2014
<http://dipnot.hypotheses.org/796>

VALIYEV Anar, "Who is Behind the Bombing of the Salafi Mosque in Baku?" Jamestown Foundation, 02/09/2008
<https://jamestown.org/program/who-is-behind-the-bombing-of-the-salafi-mosque-in-baku/>

VALIYEV Anar, "The Rise of Salafi Islam in Azerbaijan", Jamestown Foundation, 01/07/2005
<https://jamestown.org/program/the-rise-of-salafi-islam-in-azerbaijan/>

Sylvie GANGLOFF, « Introduction : Islam au Caucase », CEMOTI, Cahiers d'Études sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien, vol. 38, no 1, 2004, p. 9-26
https://www.persee.fr/doc/cemot_0764-9878_2004_num_38_1_1739

BESSION Frédérique-Jeanne, « L'action des Fethullahci en Azerbaïdjan ». In: CEMOTI, n°38, 2004. Islam au Caucase. pp. 171-184
www.persee.fr/doc/cemot_0764-9878_2004_num_38_1_1747

CONSTANT Antoine, « L'État et le fait religieux en Azerbaïdjan » In: CEMOTI, n°38 « Islam au Caucase », 2004
www.persee.fr/doc/cemot_0764-9878_2004_num_38_1_1746

MOTIKA Raoul, « Islam in Post-Soviet Azerbaijan », Archives de sciences sociales des religions, 115 | juillet-septembre 2001

<https://journals.openedition.org/assr/18423>

Médias

Turan.az, "Another Activist of Muslim Unity Arrested", 25/06/2020

<https://www.turan.az/ext/news/2020/6/free/Social/en/125198.htm>

Caucasian Knot, "ECtHR upholds complaints of Azerbaijani Jehovah's Witnesses*", 21/02/2020

<https://www.eng.kavkaz-uzel.eu/articles/50068/>

Azernews, « Azerbaijan's Penitentiary Service talks Taleh Baghirov's "hunger strike" », 15/02/2019

<https://www.azernews.az/nation/145754.html>

Turan.az, "'Muslim Unity' activist is brought to justice", 17/03/2020

<https://www.turan.az/ext/news/2020/3/free/Social/en/122446.htm>

Caucasian Knot, « Ganja riot trial postponed indefinitely », 18/02/2020,

<https://www.eng.kavkaz-uzel.eu/articles/50036/>

News.al, "Defense Ministry and State Committee for Work with Religious Associations sign annual action plan", 08/01/2020

<https://www.news.az/news/defense-ministry-and-state-committee-for-work-with-religious-associations-sign-annual-action-plan>

Caucasian Knot, "ECtHR's decision on Movsum Samedov's case encourages Azerbaijani rights defenders", 13/12/2019

<https://www.eng.kavkaz-uzel.eu/articles/49382/>

Caucasian Knot, "Campaigners against torture in Azerbaijan condemn authorities' passiveness", 30/10/2019

<https://www.eng.kavkaz-uzel.eu/articles/48934/>

Caucasian Knot, "Law enforcers disrupt memorial ceremony for victims killed in Nardaran", 27/11/2019

<https://www.eng.kavkaz-uzel.eu/articles/49227/>

Caucasian Knot, "Силовики сорвали поминки по убитым в Нардаране", 27/11/2019

<https://www.kavkaz-uzel.eu/articles/342857/>

Caucasian Knot, "Azerbaijani SC upholds sentence to 12 supporters of "Muslim Unity"", 09/01/2019

<https://www.eng.kavkaz-uzel.eu/articles/45762/>

Radio Free Europe/Radio Liberty, « Azerbaijani authorities say two extremists killed in tense city of Ganca », 05/11/2018

<https://www.refworld.org/docid/5c34a72713.html>

Caucasian Knot, « Law enforcers treat attack on Ganja Mayor as a terror act », 06/07/2018

<https://www.eng.kavkaz-uzel.eu/articles/43694/>

Turan.az, "Theologian Sardar Babayev arrested in the village of Masalli", 22/02/2017

<http://turan.az/ext/news/2017/2/free/Social/en/60316.htm>

APA, "Liquidation commission for Qafqaz University completes its work", 15/02/2017
<https://en.apa.az/azerbaijani-news/social-news/liquidation-commission-for-qafqaz-university-completes-its-work.html>

Trend.az, "Qafqaz University placed under management of Baku Higher Oil School", 20/07/2016
<https://en.trend.az/azerbaijan/society/2560471.html>

AzVision.az, « 'N.Memmedov: En Azerbaïdjan, les membres de l'organisation terroriste FETÖ seront retrouvés un par un' », 22/08/2016
<https://fr.azvision.az/news/22859/n.memmedov--en-azerba%C3%AFdjan-les-membres-de-l%E2%80%99organisation-terroriste-feto-seront-retrouv%C3%A9s-un-par-un.html>

Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL), "'New Wave of Reprisals' Against Azerbaijani Opposition Party", 22/08/2016
<https://www.rferl.org/a/new-wave-of-reprisals-against-azerbaijani-opposition-party/27938240.html>

Azadliq, "Yasamalda nurçuların evi sökülür", 15/05/2014
<https://www.azadliq.info/45771.html>

EurasiaNet, "Azerbaijan: Female Believers See Opportunity in Opposition Protests", 07/10/2013
<https://www.refworld.org/docid/5534c3574.html>

Eurasianet, "Azerbaijan: Arrest of Islamic Party Leader Puts Religion in the Political Spotlight", 11/11/2011
<https://eurasianet.org/azerbaijan-arrest-of-islamic-party-leader-puts-religion-in-the-political-spotlight>

Radio Free Europe/Radio Liberty, "Islamic Party Of Azerbaijan Head Jailed For 12 Years", 07/10/2011
https://www.rferl.org/a/islamic_party_of_azerbaijan_head_jailed_for_12_years/24352745.html

Caucasian Knot, "Islamic Party of Azerbaijan demands release of its arrested activists", 11/01/2011
<https://www.eng.kavkaz-uzel.eu/articles/15788/>

Azernews, "Some 749 religious communities operate in country", 28/12/2016,
https://www.azernews.az/news.php?news_id=107016&cat=nation

Trend.az, "Caucasian Muslims Office issues a fatwa on abuse of Islamic sacred concepts (PHOTO)", 28/01/2014
<https://en.trend.az/azerbaijan/society/2235120.html>

Autres sources

JW.org, "ECHR Victories Regarding Azerbaijan Cases", 27/02/2020
<https://www.jw.org/en/news/jw/region/azerbaijan/ECHR-Victories-Regarding-Azerbaijan-Cases/>

JW.org, "European Court of Human Rights Rules in Favor of Five Witness Conscientious Objectors in Azerbaijan", 29/09/2019

<https://www.jw.org/en/news/jw/region/azerbaijan/European-Court-of-Human-Rights-Rules-in-Favor-of-Five-Witness-Conscientious-Objectors-in-Azerbaijan/>

JW.org, "Jehovah's Witnesses Recognized as a Religious Association in Baku, Azerbaijan", 22/11/2018

<https://www.jw.org/en/news/jw/region/azerbaijan/jehovahs-witnesses-recognized-20181122/>

JW.org, « Fast Facts—Azerbaijan », n.d.

<https://www.jw.org/en/jehovahs-witnesses/worldwide/AZ/>